

MANIFESTE POUR LA DÉFENSE DE L'INSTITUT DU PATRIMOINE HISTORIQUE ET ARTISTIQUE NATIONAL BRÉSILIEN (IPHAN)

Le **FORUM DES ENTITÉS POUR LA DÉFENSE DU PATRIMOINE CULTUREL BRÉSILIEN**, composé de plusieurs entités de la société civile qui rassemblent des professionnels et des chercheurs de différents domaines liés à la préservation du patrimoine culturel, aussi bien que les **membres du Conseil de l'IPHAN représentants de la société civile** et des **anciens présidents de l'IPHAN**, expriment leur préoccupation face aux actions du gouvernement brésilien envers cette institution chargée de la préservation du patrimoine culturel au niveau fédéral.

Depuis 2016 et, plus dramatiquement encore, après le début de l'actuel gouvernement brésilien, en 2019, le Brésil traverse une période de nombreux revers dans les domaines social, environnemental et culturel, avec l'extinction ou l'ingérence politique dans les institutions, les ministères et les conseils participatifs. La structure administrative de l'IPHAN a subi, au cours de cette période, plusieurs attaques qui affaiblissent ses actions au regard des réalités plurielles du patrimoine dans la société.

La plus récente et la plus grave de ces attaques eut lieu le 11 mai, avec la nomination d'un nouveau président de l'IPhan qui n'a ni la formation ni l'expérience professionnelle requises, dans une action flagrante pour délégitimer le savoir scientifique et technique qui a toujours caractérisé l'institution. Cette nomination pour son poste le plus important se produit suite à plusieurs autres qui furent réalisées dans les derniers mois, pour des postes de direction (Surintendant et Coordinateur technique) dans les Surintendances régionales de l'IPHAN dans le District Fédéral (Brasilia) et dans les États de Goiás, Minas Gerais, Paraíba et Rio de Janeiro, en ignorant les critères et le profil professionnel minimum requis pour l'exercice de ces fonctions, tel qu'établi par le décret n° 9.727/2019.

Il faut souligner que le caractère opérationnel de ces postes impose à leurs occupants une formation académique et une expérience professionnelle préalable sur le thème, tel qu'établi par le décret ci-dessus. Sans les connaissances techniques nécessaires à des postes clés, tout le fonctionnement de la structure de préservation du patrimoine dans notre pays est menacé.

Il est également inquiétante la vacance de certains postes de direction technique qui sont décisifs pour la bonne gestion et la préservation du patrimoine culturel brésilien. Les postes occupés par les suppléants sont des opportunités qui

peuvent être utilisées pour des nominations politiques, sans respecter les critères et les besoins de qualification pour chaque poste. Parmi les exemples, nous avons le Centre national d'archéologie (CNA) et la Coordination générale des licences environnementales chez l'Iphan – qui réalise notamment les processus de licences environnementales –, ainsi que les postes de surintendant et de coordinateur technique de plusieurs surintendances régionales et les chefs des bureaux techniques dans plusieurs villes.

Le croissant affaiblissement technique et scientifique de l'institution, avec la nomination à des postes importants de personnes qui n'ont pas les compétences nécessaires, survient à un moment extrêmement délicat, lorsque des pertes irréparables sont observées pour le patrimoine culturel brésilien, telles que :

- L'incendie qui a dévasté le **Musée national**, à Rio de Janeiro, en 2018, qui, hormis la destruction d'un bâtiment classé, a entraîné la perte de millions d'artefacts historiques, archéologiques, paléontologiques, ethnographiques, zoologiques et botaniques, ainsi que leur documentation, comme conséquence directe des faibles investissements dans son entretien et sa conservation ;

- Les menaces pesant sur la **biodiversité de l'écosystème amazonien**, résultant d'un assouplissement, depuis 2016, des politiques environnementales et de la protection des peuples vivant dans la forêt, aussi bien que de l'ensemble du processus d'autorisation environnemental, qui non seulement garantit l'étude et la préservation du patrimoine environnemental, mais assure que le patrimoine archéologique présent dans la région soit étudié et préservé avant la mise en oeuvre de grands projets ;

- La destruction de dizaines de monuments architecturaux et de sites historiques et archéologiques résultant des **catastrophes socio-environnementales** dans le bassin du Rio Doce, en 2015, avec la rupture du barrage de Bento Rodrigues, provoquant la mort de 19 personnes; et dans le bassin du Rio Paraopeba, en 2019, avec la tragédie de Brumadinho, qui a entraîné la mort de 254 personnes, les deux événements étant situés dans l'État du Minas Gerais.

- Le manque d'investissement dans les politiques de sauvegarde et l'assouplissement des lois de protection et d'inspection des territoires indigènes et des communautés descendantes d'esclaves marrons ont mis en danger la vie et le patrimoine immatériel des peuples et communautés traditionnels.

L'IPHAN, fondé en 1937, est l'une des plus anciennes institutions vouées à la préservation du patrimoine culturel dans le monde. Ses 83 années d'existence représentent une longue tradition de connaissances et de pratiques de préservation qui ont acquis une reconnaissance et sont devenues un paradigme pour plusieurs pays et organisations internationales, dont l'UNESCO.

En tant qu'organisme public fédéral, il fournit des services importants à la société brésilienne. Tout au long de l'histoire, les politiques de préservation du patrimoine culturel au Brésil ont été menées, dans tout le pays, par des professionnels possédant des compétences techniques adéquates et une solide formation universitaire, pertinentes aux exigences de connaissances profondes et de leadership dans la gestion de l'institution. Ainsi, la crédibilité des pratiques et des décisions de l'IPHAN repose sur la compétence indéniable et historique de son équipe technique dans la préservation et la conservation du patrimoine culturel de notre pays.

Il faut aussi signaler que l'IPHAN est le responsable de la protection de tout le patrimoine archéologique du pays, ainsi que des biens culturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, tels que la ville de Brasilia; les centres historiques de Diamantina, Ouro Preto et Goiás; le sanctuaire de Bom Jesus do Congonhas; le Quai du Valongo ; le paysage culturel de Rio de Janeiro; et l'Ensemble moderne de Pampulha, récemment désigné, pour ne citer que les sites qui relèvent de la responsabilité des surintendances régionales dans lesquelles les récentes nominations de dirigeants n'ont pas suivi les directives conformes à l'importance de la mission de l'IPHAN.

Cette inquiétude s'intensifie avec la réduction du budget d'environ 70%, soutenue par le gouvernement actuel, ce qui empêche la bonne gestion et le bon fonctionnement de l'IPHAN.

En ce sens, le **FORUM DES ENTITÉS DE DÉFENSE DU PATRIMOINE CULTUREL BRÉSILIEN**, composé des entités mentionnées ci-dessous, ainsi que les **membres du Conseil de l'IPHAN représentants de la société civile** et des **anciens présidents de l'IPHAN** soussignés dénoncent les risques que ces actions représentent pour le bon fonctionnement de l'IPHAN et pour la protection et la préservation du patrimoine culturel brésilien, et exigent que des mesures appropriées soient prises, ainsi que l'annulation de tels actes préjudiciables et nuisibles au bien public et au patrimoine historique, culturel et artistique national et mondial.

Brésil, le 16 mai 2020

Entités du Forum de défense du patrimoine culturel

- ABA — Associação Brasileira de Antropologia (Association brésilienne d'anthropologie)
- ABAP — Associação Brasileira de Arquitetos Paisagistas (Association brésilienne des architectes paysagistes)
- ABAR — Associação Brasileira de Arte Rupestre (Association brésilienne d'art rupestre)
- ABEA — Associação Brasileira de Ensino de Arquitetura e Urbanismo (Association brésilienne d'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme)
- ABGC — Associação Brasileira de Gestão Cultural (Association brésilienne de gestion culturelle)
- ANPARQ — Associação Nacional de Pesquisa e Pós-graduação em Arquitetura e Urbanismo (Association nationale de la recherche et des études supérieures en architecture et urbanisme)
- ANPEGE — Associação Nacional de Pós-graduação e Pesquisa em Geografia (Association nationale des études supérieures et de la recherche en géographie)
- ANPOCS — Associação Nacional de Pós-graduação e Pesquisa em Ciências Sociais (Association nationale des études supérieures et de la recherche en sciences sociales)
- ANPUH — Associação Nacional de História (Association nationale d'histoire)
- ANPUR — Associação Nacional de Pós-graduação e Pesquisa em Planejamento Urbano e Regional (Association nationale des études supérieures et de la recherche en urbanisme et planification régionale)
- ANTECIPA — Associação Nacional de Pesquisa em Tecnologia e Ciência do Patrimônio (Association nationale pour la recherche en technologie et sciences du patrimoine)
- ASFOC — Associação dos Servidores da Fundação Oswaldo Cruz (Association des employés de la Fondation Oswaldo Cruz)
- CBHA — Comité brésilien d'histoire de l'art
- Docomomo Brasil — Section brésilienne du Groupe de travail pour la documentation et la conservation des bâtiments du Mouvement Moderne, de leurs sites et de leurs ensembles urbains
- FNA — Federação Nacional dos Arquitetos e Urbanistas (Fédération nationale des architectes et urbanistes)
- IAB — Instituto de Arquitetos do Brasil (Institut des architectes du Brésil)
- ICOM-BR — Conseil international des musées-Brésil
- ICOMOS-BR — Comitê Brasileiro do Conselho Internacional de Monumentos e Sítios (Comité brésilien du Conseil international des monuments et des sites)

SBHC – Sociedade Brasileira de História da Ciência (Société brésilienne de l’histoire de la science)

SAB — Sociedade de Arqueologia Brasileira (Société brésilienne d’archéologie)

Représentants de la société civile au Conseil de l’Iphan

Angela Gutierrez	Luiz Alberto Ribeiro Freire
Antônio Motta	Manuela Carneiro da Cunha
Arno Wehling	Márcia Sant’Anna
Carlos Augusto Calil	Marcos de Azambuja
Carlos Eduardo Dias Comas	Maria Cecília Londres Fonseca
Jorge Eremites de Oliveira	Nivaldo Vieira de Andrade Junior
José Reginaldo Gonçalves	Ulpiano T. Bezerra de Meneses
Leonardo Barci Castriota	

Anciens présidents de l’IPHAN

Angelo Oswaldo de Araújo Santos	Jayme Zettel
Antonio Augusto Arantes Neto	Joaquim Falcão
Carlos Henrique Heck	Jurema Machado
Glauco Campello	Katia Bogea
Italo Campofiorito	Maria Elisa Costa

Ce manifeste est également soutenu par les institutions et les experts suivants

CACR – Colegio de Arquitectos de Costa Rica (Conseil d’architectes de Costa Rica)

CAE – Colegio de Arquitectos del Ecuador (Conseil d’architectes de l’Equateur)

CAH – Colegio de Arquitectos de Honduras (Conseil d’architectes d’Honduras)

CAV – Colegio de Arquitectos de Venezuela (Conseil d’architectes de Venezuela)

CIALP – Conselho Internacional de Arquitetos de Língua Portuguesa (Conseil international d'architectes lusophones)

FPAA – Federación Panamericana de Asociaciones de Arquitectos (Fédération panaméricaine d'associations d'architectes)

Adriana Careaga (Membre du Conseil de l'ICOM-Uruguay)

Alicia Leonor Cahn Behrend (Secrétaire Générale de l'ICOMOS CIIC – Comité scientifique des itinéraires culturels)

Ángela Rojas (ancien président de l'ICOMOS à Cuba)

Betina Adams (Vice président de l'ICOMOS IFLA – Comité scientifique international des paysages culturels)

Carmen Daly (membre de l'ICOMOS CIIC – Comité scientifique des itinéraires culturels; membre de CCHWG ICOMOS – Groupe de travail ICOMOS sur le changement climatique et le patrimoine)

Cecilia Calderón-Puente (Président de l'ICOMOS CIIC – Comité scientifique des itinéraires culturels)

Dolores Pineda Campos (Membre de LAC/ICOMOS)

Graciela Motta (ancien président de l'ICOMOS au Mexique)

José Cláudio dos Santos Júnior (président de l'ICOMOS ICOFORT – Comité Scientifique international sur les fortifications et le patrimoine militaire)

José de Nordenflycht (ancien président de l'ICOMOS au Chili)

José Hayakawa Casas (président de l'ICOMOS au Pérou)

Melvin Campos Ocampo (ancien président de l'ICOMOS à Costa Rica)

Sara Elena Narváez Martínez (Membre du groupe LAC/ICOMOS)

Zazanda Salcedo Gutierrez (ancien président de l'ICOMOS en Bolivie)